

L'ENTREVUE DE MELUN

L'entrevue de Melun entre les représentants du G.P.R.A. et les fonctionnaires délégués par le gouvernement français n'a pas donné lieu à une progression des négociations, mais à leur mise au point mort. Cependant, cette entrevue n'a pas été inutile, car elle a montré le chemin que doit encore parcourir le gouvernement français pour pouvoir vraiment négocier avec les porte-parole de la Révolution algérienne.

Le gouvernement français, c'est-à-dire de Gaulle, a la prétention d'appeler « négociations » des conditions imposées à des délégués maintenus au secret dans un lieu fixé par lui, en exigeant d'eux le silence sur ces prétendues négociations et en refusant même de faire connaître qui seront ses propres représentants.

Le gouvernement français a reçu l'approbation de sa ligne de conduite par Guy Mollet ; mais, à la veille même du Congrès socialiste, une délégation de membres du PS, dont le secrétaire adjoint Bruteille s'entretenait en toute liberté avec Messali Hadj — qui, notons-le en passant, si proluxe de communiqués pro de Gaulle, n'a rien dit sur les conditions infligées aux représentants du G.P.R.A.

L'entrevue de Melun était symbolique de la manière dont de Gaulle conçoit encore « l'autodétermination » de l'Algérie : les Algériens doivent dire oui à ses décisions.

Melun, ce n'était pas de la part du gouvernement français une négociation, mais une attitude délibérée pour provoquer une déclaration de rupture de la part du G.P.R.A. C'était une misérable manœuvre, qui a échoué après beaucoup d'autres dont il serait utile un jour de dresser un tableau (depuis les Français à part entière, jusqu'à l'Algérie algérienne).

Les Algériens ont montré qu'ils ne tombaient pas dans le piège.

Mais Melun doit être utile pour faire comprendre aux travailleurs de France qu'ils avaient encore beaucoup à faire contre leur propre gouvernement pour parvenir à arrêter la guerre d'Algérie.

Il faut bien entendu lutter pour que les délégués du G.P.R.A. aient un traitement décent, et sur un pied d'égalité. Mais ce n'est là, pour parvenir à la paix, qu'une revendication élémentaire, non l'essentiel sur lequel il faut porter les efforts.

Le G.P.R.A. peut estimer de bonne tactique de se borner au droit à une autodétermination opérée dans des conditions correctes ; mais les travailleurs de France n'ont aucun ménagement à avoir envers leur gouvernement et c'est l'indépendance de l'Algérie qu'ils doivent exiger.

Il faut aussi exiger l'abrogation de toute la législation d'exception contre les Algériens tant en Algérie qu'en France. Car, que peut être une « autodétermination » au milieu des camps de regroupement, des camps d'internement, du fonctionnement redoublé des tribunaux militaires, de la chasse au faciès ?... Si le gouvernement français a, paraît-il, l'intention d'offrir au F.L.N. le « droit » d'intervenir comme formation politique dans l'autodétermination, qu'il commence donc par lui donner ce droit aujourd'hui au lieu de contraindre les Algériens à l'action clandestine.

Et il faut aussi que les travailleurs de France exigent le retrait du contingent. L'impérialisme français n'a pas la force de « pacifier » l'Algérie avec ses troupes de métier ; Guy Mollet l'avait expliqué pour obtenir le trop fameux vote des pouvoirs spéciaux en mars 1956. L'opposition à la guerre dans la jeunesse ne cesse de grandir. Mais la jeunesse ne doit pas lutter seule. C'est tout le mouvement ouvrier qui doit racheter sa carence lors de l'action des rappelés, en exigeant le retrait du contingent.

La lutte contre la guerre d'Algérie ne peut cesser un seul instant. Melun, ce doit être un signal pour préparer dès maintenant pour après la période creuse des vacances une lutte très énergique, une aide effective à la Révolution algérienne, un soutien complet au peuple algérien.

A bas les sanctions gouvernementales contre l'U.N.E.F. Rétablissement immédiat de la subvention de l'Etat

Commencée à son Congrès d'Avril dernier par une nette prise de position contre la guerre d'Algérie, la courageuse action anticolonialiste de l'UNEF n'a cessé depuis de s'amplifier. Des milieux de plus en plus larges de la jeunesse étudiante approuvent et soutiennent activement cette action. Dans l'ensemble de la jeunesse de ce pays le refus de plus en plus net opposé par les étudiants à l'embrigadement pour la guerre colonialiste recueille un écho qui ne manquera pas de s'amplifier.

La reprise des relations de l'UNEF avec l'UGEMA (Union Générale des Etudiants Musulmans d'Algérie) et leur déclaration commune du 6 juin a marqué un pas en avant qui devrait servir d'exemple à l'ensemble du mouvement ouvrier français. On souhaiterait en effet voir les organisations syndicales de la classe ouvrière en France avoir la même attitude vis-à-vis de l'AGTA (Association Générale des Travailleurs Algériens) elle aussi dans l'illégalité et qui représente plusieurs centaines de milliers de travailleurs algériens en France.

Le Bureau de l'UNEF a été approuvé à une écrasante majorité pour l'ensemble de son action lors de l'Assemblée générale extraordinaire tenue à Paris le 19 juin.

La scandaleuse décision gouvernementale de supprimer la subvention de l'UNEF n'a fait que raffermir la cohésion de celle-ci puisque c'est à l'unanimité qu'a été adoptée la motion de protestation contre cette sanction.

Face à l'attitude courageuse de la jeunesse étudiante, avant-garde de la lutte contre la guerre d'Algérie, combien couarde et répugnante apparaît l'attitude de Joxe, ministre de leur « éducation nationale » en face des attaques du nommé Laudrin (député-curé du Morbihan) et du parachutiste Le Pen qui se sont déchainés contre l'UNEF dans le débat parlementaire du vendredi 24 juin.

Le ministre du général de Gaulle ne considère pas comme « d'utilité publique » l'action menée par l'UNEF contre la guerre d'Algérie et lui coupe toute subvention. Le mouvement ouvrier doit apporter tout son soutien à l'UNEF pour exiger le rétablissement de la subvention gouvernementale et en attendant lui apporter toute l'aide matérielle et politique dont elle a besoin pour poursuivre cette œuvre de salubrité publique : la lutte pour l'arrêt de la guerre d'Algérie. Le soutien aux jeunes qui refusent de se faire les complices de l'impérialisme français.